



## **Assemblée générale**

Distr.  
LIMITÉE

A/C.6/49/L.1  
23 septembre 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Quarante-neuvième session  
SIXIÈME COMMISSION

### ORGANISATION DES TRAVAUX

#### Note du Secrétariat

1. Pour aider la Sixième Commission à organiser ses travaux, le Secrétariat juge utile, compte tenu des résolutions 1898 (XVIII) et 32/71 de l'Assemblée générale, en date respectivement des 11 novembre 1963 et 9 décembre 1977, et de l'alinéa b) de l'article 99 du règlement intérieur de l'Assemblée, d'appeler l'attention de la Commission sur ce qui suit.

#### I. QUESTIONS RENVOYÉES À LA SIXIÈME COMMISSION

2. À sa 3e séance plénière, le 23 septembre 1994, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer 14 points de l'ordre du jour à la Sixième Commission. Le libellé et le numéro de ces points sont indiqués dans la lettre datée du 23 septembre 1994 que le Président de l'Assemblée a adressée au Président de la Sixième Commission (A/C.6/49/1).

#### II. DOCUMENTATION RELATIVE AUX QUESTIONS RENVOYÉES À LA SIXIÈME COMMISSION

3. Dans le tableau ci-après sont énumérés les documents de la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale relatifs aux questions renvoyées à la Sixième Commission<sup>1</sup> : rapports de commissions ou comités et rapports qui doivent être présentés par le Secrétaire général en application de résolutions ou décisions adoptées aux sessions précédentes de l'Assemblée, et documents distribués au titre des points de l'ordre du jour renvoyés à la Sixième Commission, sur la demande d'États Membres. Les questions sont classées dans l'ordre où elles figurent dans la lettre que le Président de l'Assemblée a adressée au Président de la Sixième Commission le 23 septembre 1994 (A/C.6/49/1).

Date de publication  
prévue

Statut d'observateur des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou la Ligue des États arabes (133)

Rapport du Secrétaire général (A/49/325) . . . . . Paru

État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés (134)

Rapport du Secrétaire général (A/49/255) . . . . . Paru  
(A/49/255/Add.1) . . . . . 28 septembre

Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et représentants diplomatiques et consulaires (135)

Rapport du Secrétaire général (A/49/295) . . . . . Paru  
(A/49/295/Add.1) . . . . . 30 septembre

Lettre datée du 8 juillet 1994, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/49/224) . . . . . Paru

Décennie des Nations Unies pour le droit international (136)

Rapport du Secrétaire général (A/49/323) . . . . . 30 septembre  
(A/49/323/Add.1) . . . . . 30 septembre

Lettre datée du 3 mai 1994, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/49/151-S/1994/537) . . . . . Paru

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-sixième session (137)

Rapport de la Commission, Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 10 (A/49/10) . . . . . Paru

Note du Secrétaire général (A/49/355) . . . . . Paru

Date de publication  
prévue

Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingt-septième session (138)

Rapport de la Commission, Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 17 (A/49/17 et Corr.1) . . . . . Paru

Rapport du Secrétaire général (A/49/427) . . . . . 26 septembre

Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (139)

Rapport du Comité, Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 26 (A/49/26) . . . . . Novembre 1994

Lettre datée du 11 septembre 1994, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies . . . . . Paru

Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (140)

Rapport du Comité spécial, Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 33 (A/49/33) . . . . . Paru

Lettre datée du 29 décembre 1993, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/49/56-S/26926) . . . . . Paru

Question de la responsabilité des attaques lancées contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé et mesures de nature à permettre que les responsables de ces attaques soient traduits en justice (141)

Rapport du Comité, Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 22 (A/49/22) . . . . . Paru

Lettre datée du 23 août 1994, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/49/335) . . . . . Paru

	<u>Date de publication</u> <u>prévue</u>
Mesures visant à éliminer le terrorisme international (142)	
Rapport du Secrétaire général (A/49/257 et Corr.1) . (A/49/257/Add.1) . . . . .	Paru 30 septembre
Lettres datées des 6 et 13 avril et 26 juillet 1994, adressées au Secrétaire général par la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/49/118-S/1994/401; A/49/123-S/1994/427; et A/49/279) . . . . .	Paru
Lettre datée du 6 avril 1994, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/49/119) . . .	Paru
Lettre datée du 22 juin 1994, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/49/188) . . . . .	Paru
Lettre datée du 8 juillet 1994, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/49/224)	Paru
Lettre datée du 12 juillet 1994, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/49/228-S/1994/827) . . . . .	Paru
Lettres datées des 27 juillet et 8 août 1994, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/49/284-S/1994/890 et A/49/303-S/1994/951) . . . . .	Paru
Lettre datée du 1er août 1994, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/49/293)	Paru
Lettre datée du 5 août 1994, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de la France, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/49/299-S/1994/938)	Paru
Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens (143) <sup>2</sup>	

Aucune nouvelle documentation.

/...

Date de publication  
prévue

Demande d'avis consultatif adressée à la Cour internationale de Justice (144)

Aucune nouvelle documentation.

Examen de la procédure prévue à l'article 11 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies (145)

Rapport du Secrétaire général (A/49/258) . . . . . Paru

Question des critères d'octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale (157)

Lettre datée du 19 septembre 1994, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/49/231) . . . . . Paru

III. DATE D'ACHÈVEMENT DES TRAVAUX DE LA COMMISSION, ORDRE ET DATES APPROXIMATIVES D'EXAMEN DES QUESTIONS

4. L'article 99 b) du règlement intérieur de l'Assemblée générale dispose que :

"Chacune des grandes commissions, eu égard à la date fixée par l'Assemblée générale, sur recommandation du Bureau, pour la clôture de la session, décide de l'ordre des priorités qui lui sont renvoyées et tient les réunions nécessaires pour achever l'examen de ces questions. Elle adopte, au début de la session, un programme de travail indiquant, si possible, la date retenue comme objectif pour l'achèvement de ses travaux, les dates approximatives de l'examen des questions et le nombre de séances à consacrer à chacune d'elles."

5. À sa 1re séance, tenue le 21 septembre 1994, le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale de suspendre sa quarante-neuvième session le mardi 20 décembre 1994 au plus tard et de la clore le lundi 18 septembre 1995. Dans ces conditions, il semble souhaitable que la Sixième Commission organise le calendrier de ses séances de manière à terminer ses travaux le vendredi 25 novembre 1994 au plus tard.

6. S'agissant des points 133 à 145 de l'ordre du jour, la Sixième Commission tenant compte de la pratique suivie pour l'ordre d'examen des questions au cours des récentes sessions de l'Assemblée générale, pourrait envisager, aux fins d'adoption de son programme de travail, de retenir le calendrier ci-après, établi sur la base des programmes de travail adoptés antérieurement par la Commission, pour les dates approximatives d'examen des questions qui lui ont été renvoyées.

/...

<u>Question</u>	<u>Dates approximatives d'examen</u>
Élection des Vice-Présidents et du Rapporteur et organisation des travaux	26 septembre 1994
Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingt-septième session	26-30 septembre 1994 <sup>a</sup>
État des Protocoles additionnels aux Conventions ) de Genève de 1949 relatifs à la protection des ) victimes des conflits armés ) )	
Statut d'observateur des mouvements de libération ) nationale reconnus par l'Organisation de l'unité ) africaine ou la Ligue des États arabes ) )	3-4 octobre 1994
Examen de mesures efficaces visant à renforcer ) la protection et la sécurité des missions des ) représentants diplomatiques et consulaires )	
Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation	5-12 octobre 1994
Mesures visant à éliminer le terrorisme international	13-21 octobre 1994
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-sixième session <sup>3</sup>	24 oct.-4 nov. 1994
Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens	7 novembre 1994
Question de la responsabilité des attaques lancées contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé et mesures de nature à permettre que les responsables de ces attaques soient traduits en justice	8-10 novembre 1994
Décennie des Nations Unies pour le droit international	11-16 novembre 1994

---

<sup>a</sup> Les consultations sur la question relative aux immunités juridictionnelles des États et de leurs biens devraient se tenir entre le 26 et le 30 septembre 1994, conformément à la décision 48/413 de l'Assemblée générale en date du 9 décembre 1993 (voir par. 8 c) ci-après). En conséquence, la Sixième Commission souhaitera peut-être maintenir à un minimum le nombre des séances qu'elle tiendra pendant cette période.

<u>Question</u>	<u>Dates approximatives d'examen</u>
Demande d'avis consultatif adressée à la Cour internationale de Justice	17 novembre 1994
Examen de la procédure prévue à l'article 11 du Tribunal administratif des Nations Unies	18 novembre 1994
Rapport du Comité des relations avec le pays hôte	23 novembre 1994 <sup>b</sup>
Jour de réserve	25 novembre 1994

7. S'agissant du point 157, "Question des critères d'octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale", la Sixième Commission souhaitera peut-être l'examiner tout au début de la session, par exemple au cours de la semaine du 3 au 7 octobre 1994, étant donné que ce point a été inscrit à l'ordre du jour de la session en cours en tant que question additionnelle, ayant par conséquent un caractère aussi urgent qu'important.

#### IV. CONSTITUTION DE SOUS-COMMISSIONS OU GROUPES DE TRAVAIL ET TENUE DE CONSULTATIONS

8. En ce qui concerne l'établissement de sous-commissions ou groupes de travail et la tenue de consultations afin de faciliter les travaux, il convient de rappeler que l'Assemblée générale a pris les décisions suivantes à sa quarante-huitième session :

a) S'agissant du point 136 de l'ordre du jour "Décennie des Nations Unies pour le droit international", l'Assemblée générale a demandé au Groupe de travail de la Décennie des Nations Unies pour le droit international de poursuivre ses travaux pendant la quarante-neuvième session, conformément à son mandat et à ses méthodes de travail (résolution 48/30 du 9 décembre 1993);

b) S'agissant du point 141 de l'ordre du jour "Question de la responsabilité des attaques lancées contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé et mesures de nature à permettre que les responsables de ces attaques soient traduits en justice", l'Assemblée générale a recommandé qu'un Groupe de travail soit constitué de nouveau dans le cadre de la Sixième Commission, à sa quarante-neuvième session, au cas où un surcroît de travail serait nécessaire pour l'élaboration d'un projet de convention (résolution 48/37 du 9 décembre 1993). À la lumière de cette recommandation, le Comité ad hoc chargé d'élaborer la convention internationale sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, à la fin de sa deuxième session (1er-12 août 1994), a recommandé à l'Assemblée générale de constituer de nouveau

---

<sup>b</sup> Des réunions des États parties à la Convention du droit de la mer sont prévues les 21 et 22 novembre pour examiner la création d'un tribunal international du droit de la mer.

un groupe de travail qui se réunira pendant deux semaines, de préférence en octobre ou novembre (A/49/22), par. 29);

c) S'agissant du point 143 de l'ordre du jour "Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens", l'Assemblée générale a décidé que des consultations se tiendraient dans le cadre de la Sixième Commission pendant une semaine, au début de sa quarante-neuvième session, à savoir du 26 au 30 septembre 1994.

9. Les services de conférence nécessaires pour les réunions des groupes de travail et des sous-commissions ainsi que pour les consultations devant être prélevés sur ceux alloués à la Sixième Commission, il est important que les réunions prévues pour les sous-commissions, les groupes de travail ou les consultations remplacent les séances plénières de la Commission au lieu de venir s'y ajouter.

#### V. DATE LIMITE POUR LA PRÉSENTATION DES PROJETS DE RÉSOLUTION AYANT DES INCIDENCES FINANCIÈRES

10. L'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale dispose que : "Aucune commission ne recommande à l'Assemblée générale, pour approbation, de résolution impliquant des dépenses sans que cette résolution soit accompagnée d'une prévision de dépenses établie par le Secrétaire général". Il est donc essentiel que les grandes commissions prévoient des délais suffisants pour l'établissement des prévisions de dépenses par le Secrétariat, ainsi que pour l'examen de celles-ci par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par la Cinquième Commission. Dans ces conditions, si le vendredi 25 novembre 1994 est retenu comme date de clôture pour les travaux de la Sixième Commission (voir le paragraphe 5 plus haut), le mercredi 9 novembre 1994 devrait être la date limite pour la présentation à la Cinquième Commission de projets de résolution ayant des incidences financières.

#### VI. RESSOURCES DISPONIBLES POUR LES SERVICES DE CONFÉRENCE

11. Les moyens disponibles pour les services de conférence devraient en principe permettre à la Commission de tenir en moyenne sept séances plénières par semaine; normalement, les séances du matin auront lieu de 10 heures à 13 heures et celles de l'après-midi de 15 heures à 18 heures.

12. Afin d'éviter des difficultés dans l'organisation des services à fournir pour les réunions des groupes régionaux de la Commission, toutes les demandes de réunions de ces groupes doivent être adressées à la Section de la planification et du service des séances par l'intermédiaire du Secrétaire de la Commission.



Notes

<sup>1</sup> Le numéro figurant entre parenthèses à la suite de chaque question renvoie aux points correspondants de l'ordre du jour de la quarante-neuvième session. La liste des documents a été établie sur la base des communications et rapports disponibles le 23 septembre 1994.

<sup>2</sup> Pour le projet d'articles adopté par la Commission du droit international sur ce sujet [voir le rapport de la Commission, Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément No 10 (A/46/10)].

<sup>3</sup> À sa quarante-huitième session, l'Assemblée générale a recommandé qu'à sa quarante-neuvième session, le débat sur le rapport de la Commission du droit international commence le 24 octobre 1994 (résolution 48/31 du 9 décembre 1993).

-----